UNE LETTRE DU CARDINAL RAMPOLLA

Consulté par un évêque de France au sujet des discussions que vient de soulever le discours du cardinal Lavigerie, le Saint-Siège a fait écrire par le cardinal Rampolla une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« Il est facile de connaître la pensée et le sentiment du Saint-Siège sur cette question, d'après la doctrine exposée dans les actes publiés à ce sujet.

Il apparaît de ces actes que l'Eglise catholique, dont la mission divine embrasse tous les temps et tous les lieux, n'a rien, ni dans sa constitution, ni dans ses doctrines, qui répugne à une forme quelconque de gouvernement, car chacune d'elles peut offrir et maintenir une excellente constitution de société, si l'on en use avec justice et avec prudence.

En effet, l'Eglise s'élevant au-dessus des formes changeantes de gouvernement aussi bien que des querelles et des rivalités des partis, s'attache avant tout, au progrès de la religion, au maintien et au développement de laquelle elle doit s'appliquer à donner tout son zèle et tous ses soins...

...Lorsque les intérêts de la religion l'exigent, et lorsque aucune raison juste et particulière ne s'y oppose, il convient que les fidèles prennent part aux affaires publiques, afin que par leur autorité, les institutions et les lois se modelent sur les règles de la justice, et que l'esprit et la salutaire influence de la religion s'exercent pour le bien général de l'Etat.

Maintenant, pour ce qui regarde les catholiques de France il n'est pas douteux qu'ils ne fassent œuvre utile et salutaire si, en considération de l'état dans lequel se trouve depuis longtemps leur pays, ils veulent suivre la voie qui les conduira le plus promptement à ce noble but que j'ai indiqué.

Pour obtenir ce résultat on peut beaucoup attendre de l'action sage et concordante des évêques, beaucoup de la prudence des fidèles eux-mêmes, et plus encore, pour finir, de la force même et de l'action du temps. »